

Mamadou BARRY,
Analyste Financier
Membre du Bureau Exécutif UFDG
Tel : (224) 628 28 09 09
E-Mail : mamadoubiro@yahoo.fr

Conakry, le Mardi 17 Novembre 2015

OBJET : Décision Portant Exclusion du Parti

A Cellou Dalein DIALLO, Président et
Au Bureau Exécutif National de l'Union
des Forces Démocratiques de Guinée.
Conakry, République de Guinée.

Mesdames/Messieurs,

Le Mercredi 4 Novembre 2015, une décision portant exclusion d'un membre du Bureau Exécutif National (BEN) de l'Union des Forces Démocratiques de Guinée, a été prise par le Président Cellou Dalein DIALLO.

Cette décision est en violation des textes qui régissent le parti, et par cette présente, moi, Mamadou BARRY, décide d'attirer l'attention de la Direction du Parti. Toujours par cette présente, vous membre du BEN, êtes interpellés en tant qu'instance décisionnelle du Parti, pour vous faire part des dérives qui commencent à être érigées en mode de gestion de l'UFDG.

Il est à souligner que mes écrits qui font aujourd'hui objets de rejets, alors qu'ils faisaient la promotion et assuraient la défense du Président du Parti, n'ont jamais été produits au nom de Mamadou BARRY, membre du BEN, mais comme Analyste Financier, donc un citoyen libre de ses opinions et de son mode d'expression.

Après avoir pris acte de la décision d'exclusion, la présente lettre a pour principal objectif de démontrer les incohérences, les contradictions et la lecture partielle de nos textes à travers cette notification d'exclusion du parti :

Sur la Forme :

1. Les Assemblées Générales de l'UFDG se tiennent les Samedi et non les Dimanche. La date donc du 1^{er} Novembre 2015 est fausse et donc pas opposable ;
2. Les attaques des décisions et des responsables de l'UFDG en dehors des Instances du Parti, alors que je me suis exprimé lors de l'Assemblée Générale ;
3. Il s'agit, selon la décision, d'une tentative et non un sabotage ;
4. L'absence du Cachet du Président à la signature de la décision.

Sur le Fonds :

I. Les Statuts :

1. La décision fait allusion à l'Article 11 des Statuts du Parti qui stipule :
« Tout membre de l'UFDG a pour devoir de :
 - Respecte les Statuts et le Règlement intérieur et appliquer les décisions du Parti ;
 - S'acquitter de ses cotisations dans les délais impartis ;
 - Respecter la discipline du parti
2. La même décision oublie volontaire de faire allusion à l'Article 10 qui stipule :
« L'UFDG reconnaît à tout membre le droit de :
 - Elire et être élu ;
 - S'exprimer librement dans les instances de l'organe auquel il appartient ;
 - Recourir à l'instance et à l'organe immédiatement supérieur, en cas de différend.En cas de sanction, il devra respecter celle-ci en attendant la décision finale.

II. Le Règlement Intérieur :

1. Selon l'Article 51, alinéa 3 qui stipule : « Le recours est **SUSPENSIF** des sanctions jusqu'à leur confirmation en raison de la présomption d'innocence. " ;
2. Le même article 51, alinéa 2 stipule: « **Tout accusé dispose du droit de se défendre contradictoirement** et de faire recours aux organismes supérieurs ou aux instances du parti. » Or, dans le cas d'espèce, la Direction de l'UFDG ne m'a pas permis de me défendre. Elle a donc violé mes droits et les textes de l'UFDG ;
3. La Direction de l'UFDG ne motive pas ; de manière détaillée, les articles que j'ai violés et par quels actes je les ai violés ;
4. La Sanction est motivée par l'Article 51, alinéa 1 qui stipule : « Selon la gravité de la faute, les sanctions ci-après sont prévues :
 - o Sanction du premier degré: l'avertissement;
 - o Sanction du deuxième degré: le blâme après avertissement ou une faute grave;
 - o Sanction de troisième degré: la suspension suite à deux blâmes dans la même année ; (celle-ci ne peut pas excéder trois mois)

- Sanction du quatrième degré: l'exclusion de toutes responsabilités ;
- Sanction du cinquième degré : radiation des rangs du parti. "

Il se trouve que vous j'ai subi à la fois une sanction du quatrième degré (" est déchu de ses fonctions de membre du Bureau Exécutif") et une sanction du cinquième degré (" et est exclu du Parti."). Deux sanctions différentes pour la même « faute ». En plus de cela, aucune sanction n'est opposable à une faute ou à un type de faute précis.

Vu tous les manquements dans le respect des textes de l'UFDG qui me donnent des droits, je suis en position de porter un recours à cette décision pour son annulation. Pour un Parti qui se veut démocratique et respectueux du droit, l'UFDG est soumise, elle aussi aux lois de la République et pourrait s'exposer en cas de manquement à ses obligations vis-à-vis d'un de ses membres.

Je suis au regret de vous adresser cette lettre en cette dure période pour le parti, mais pour assurer un jour une meilleure gouvernance au sommet de l'Etat, il est important, voire primordial de s'assurer de cette gouvernance exemplaire au sein même de l'UFDG.

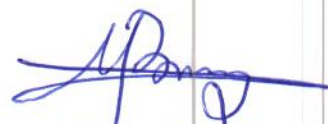
La Justice, la Liberté et le Droit, restent des valeurs inaliénables qu'incarne l'UFDG en son sein d'abord, et dans le pays par la suite.

La devise de l'UFDG est : Justice- Liberté –Unité.

Espérant une issue positive à cette crise pour la victime que je suis et le parti dont vous êtes les garants de liberté et de justice, je reste à votre entière disposition et dévouement.

Bien à vous.

Votre humble serviteur.



Mamadou BARRY,
Membre du BEN

PJ: - La Décision d'Exclusion

Ampliations :

Conseil Politique	02
Bureau Exécutif	02
Fédérations	70
Archives	02
Intéressé	01/77